

## La mort dans l'impunité de Driss Basri, le "superflic" d'Hassan II

28/08/2007

Ministre de l'Intérieur de Hassan II, il avait été limogé en 1999 par son successeur, Mohammed VI, ce qui avait été interprété, à l'époque, comme un grand signe d'ouverture et de changement. Il en avait conçu une grande amertume et colère, s'exilant à Paris d'où il observait avec mépris la scène politique marocaine et ses vicissitudes. Il a succombé à un cancer.

Ce docteur en droit diplômé de l'université de Grenoble, fils d'un gardien de prison, est entré dans la police, d'abord commissaire de police à Rabat avant de gravir les échelons de l'appareil sécuritaire. Il devint l'homme de confiance du roi, succédant dans ce rôle au général Oufkir, auteur d'une tentative de coup d'Etat en 1972, et à Ahmed Dlimi, mort mystérieusement dans un accident de voiture. Basri restera fidèle au roi Hassan II pendant vingt ans, jusqu'à la mort du souverain chérifien en juillet 1999.

Sans états d'âme, ce "Béria" marocain a été le bras impitoyable d'un régime qui n'a pas hésité à espionner, emprisonner, torturer ou assassiner ses opposants, recourant à des pratiques d'un autre âge comme l'enfermement de la famille Oufkir, enfants compris, après la trahison du général. La liste des crimes auxquels son nom est directement ou indirectement lié est très longue, et la frustration des défenseurs des droits de l'homme était immense, lundi: «Cet homme est parti comme beaucoup d'autres responsables des graves atteintes aux droits de l'homme après avoir vécu dans l'impunité», a estimé Abdelillah Ben Abdeslam, vice-président de l'Association marocaine des droits humains.

De son exil parisien, il avait assisté, impuissant et rageur, au grand déballage de l'après-Hassan II, avec le retour d'opposants historiques comme Abraham Serfaty, la publication du récit de détention des enfants Oufkir, ou encore les innombrables récits dans une presse libéralisée des abus et des crimes de l'"ère Basri" qui n'était autre que l'"ère Hassan II".

Photo: Driss Basri reçu à Paris par le ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré en 1997. (Jacky Naegelen/Reuters).

Pierre Haski

Source : Rue89.com

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=politique&id=1193>